KPMG

KPMG Entreprises
Département de KPMG SA

Domaine de Pelus
11 rue Archimède
33692 MERIGNAC CEDEX

BDO Marque & Gendrot

Jean-Michel ROUBINET

124 rue des Quatre Castéra
33322 BEGLES CEDEX

EXEMPLAIRE
KPMG

SERMA TECHNOLOGIES SA

Rapport des commissaires aux comptes
sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2005
SERMA TECHNOLOGIES SA
30 avenue Gustave Eiffel – 33600 Pessac
Ce rapport contient 37 pages

KPMG

KPMG Entreprises
Département de KPMG SA

Domaine de Pelus
11 rue Archimède
33692 MERIGNAC CEDEX

BDO Marque & Gendrot

Jean-Michel ROUBINET

124 rue des Quatre Castéra
33322 BEGLES CEDEX

SERMA TECHOLOGIES SA

Siège social : 30 avenue gustave Eiffel – 33600 Pessac
Capital social : €. 2.301.072

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2005

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société SERMA TECHNOLOGIES SA, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2005, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après. Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les entreprises comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 1.1. de l'annexe concernant les changements de méthode liés à l'application des nouveaux règlements CRC 2002-10 (amortissement et dépréciation des actifs) et 2004-06 (définition, comptabilisation et évaluation des actifs).

2 Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 1.1. précise le traitement de la déconsolidation de BTMS.

La note 2.1. précise que le groupe n'est pas soumis à l'application des IFRS en 2005.

Les notes 2.7.1 à 2.7.4 de l'annexe exposent les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations incorporelles.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Nous nous sommes également assurés du bien-fondé des changements de méthodes comptables mentionnés ci-dessus et de la présentation qui en a été faite.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3 Vérification spécifique

Par ailleurs, nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Mérignac et Bègles, le 27 avril 2006

Les commissaires aux comptes

KPMG Entreprises
Département de KPMG S.A.

Jean-Pierre Raud Anne Jallet-Auguste
Associés

Jean-Michel ROUBINET

Bilan Actif

(En Milliers d'€uros)			31/12/2005		31/12/2004
	Notes	Brut	Amort. prov.	Net	Net
Ecarts d'acquisition	3.1.1	1 792	343	1 449	1 544
Immobilisations incorporelles					
Frais de développement	3.1.2	200	10	190	
Concess., brevets, licences, logiciels,	3.1.2	2 095	1 771	324	397
Fonds commercial	3.1.2	1 341	397	944	980
Autres immobilisations incorporelles et en cours	3.1.2	85	8	77	26
Immobilisations corporelles					
Constructions	3.1.3	558	543	15	23
Install. Techn., mat. et out. Industriels	3.1.3	6 728	5 043	1 685	1 542
Autres immobilisations corporelles	3.1.3	2 201	1 646	555	637
Immobilisations corporelles en cours	3.1.3				
Immobilisations financières					
Titres de participation					
Autres titres immobilisés	3.1.4	40		40	
Autres immobilisations financières	3.1.4	153		153	183
ACTIF IMMOBILISE		**15 193**	**9 761**	**5 432**	**5 332**
Stocks et en-cours					
Matières premières et autres approvisionnements	3.2	277	113	164	99
En-cours de production (biens et services)	3.2	1 205	5	1 200	1 535
Marchandises	3.2	71	3	68	1 193
Avances, acomptes sur commandes		104		104	63
Clients et comptes rattachés	3.3	11 795	168	11 627	10 435
Actif d'impôts différés	3.4	245		245	568
Autres créances	3.3	902	36	866	1 468
Actions propres					
Valeurs mobilières de placement	3.5	1 200		1 200	353
Disponibilités	3.6	161		161	270
Charges constatées d'avance	3.7	280		280	321
ACTIF CIRCULANT		**16 240**	**325**	**15 915**	**16 305**
Charges à répartir sur plusieurs exercices	3.8				
TOTAL GENERAL		**31 433**	**10 086**	**21 347**	**21 637**

Comptes annuels annexés
au rapport des commissaires aux comptes

Bilan Passif

(En Milliers d'€uros)	Notes	31/12/2005	31/12/2004
Capital (dont versé :		2 301	2 301
Primes d'émission, de fusion, d'apport		4 388	4 388
Actions propres			
Réserves consolidées		628	-213
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)		1 234	840
Subventions d'investissement			
CAPITAUX PROPRES	**3.9**	**8 551**	**7 316**
Intérêts hors groupe		129	260
Résultat hors groupe		22	-141
INTERETS MINORITAIRES	**3.9**	**151**	**119**
Avances conditionnées		103	31
AUTRES FONDS PROPRES	**3.10**	**103**	**31**
Provisions pour risques		60	59
Provisions pour charges		253	276
Passifs d'impôts différés			
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**3.11**	**313**	**335**
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit	3.12	2 753	3 819
Emprunts et dettes financières	3.12		
Avances, acomptes reçus sur commandes		52	11
Fournisseurs et comptes rattachés	3.13	3 291	4 279
Dettes fiscales et sociales	3.13	5 364	4 676
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	3.13	248	606
Autres dettes	3.13	272	140
Produits constatés d'avance	3.14	249	305
DETTES et régularisations		**12 229**	**13 836**
TOTAL GENERAL		**21 347**	**21 637**

Comptes annuels annexés
au rapport des commissaires aux comptes

Compte de Résultat

(En Milliers d'€uros)	Notes	31/12/2005	31/12/2004
Chiffre d'affaires	4.1	31 578	29 645
Production stockée		-330	403
Production immobilisée		288	127
Subventions d'exploitation		197	169
Reprises sur provisions et transfert de charges		283	1 281
Autres produits		81	14
Produits d'exploitation		32 097	31 639
Achats de marchandises		913	2 408
Variation de stocks		-68	81
Achat de matières premières et autres approvisionnements		1 936	1 836
Variation de stocks		-65	-10
Autres achats et charges externes		8 394	8 065
Impôts, taxes et versements assimilés		1 041	763
Salaires et traitements	4.2	11 492	10 572
Charges sociales		5 316	4 611
Dotations aux amortissements et provisions		994	1 544
Autres charges		33	683
Charges d'exploitation		29 986	30 553
RESULTAT D'EXPLOITATION		**2 111**	**1 086**
De participations			
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			20
Autres intérêts et produits assimilés		9	29
Reprises sur provisions et transfert de charges			
Différences positives de change		17	6
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		16	9
Produits financiers		42	64
Intérêts et charges assimilées		179	255
Différences négatives de change		11	14
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières			
Autres charges financières		9	6
Charges financières		199	275
RESULTAT FINANCIER		**(157)**	**(211)**
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		**1 954**	**875**

Comptes annuels annexés
au rapport des commissaires aux comptes

Compte de Résultat (suite)

(En Milliers d'€uros)	Notes	31/12/2005	31/12/2004
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS		**1 954**	**875**
Sur opérations de gestion		53	302
Sur opérations en capital		54	1 044
Reprises sur provisions et transferts de charges			7
Produits exceptionnels		107	1 353
Sur opérations de gestion		63	164
Sur opérations en capital		74	1 101
Dotations aux amortissements et aux provisions		25	46
Résultat sur société déconsolidée sur l'exercice		92	
Charges exceptionnelles		254	1 311
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**4.4**	**(146)**	**42**
Impôts dus sur les bénéfices	4.5	(98)	(207)
Impôts différés sur les bénéfices	4.5	(323)	85
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE AVANT AMORTISSEMENT DES ECARTS D'ACQUISITION		**1 387**	**795**
Amortissement des écarts d'acquisition		(131)	(96)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE APRES AMORTISSEMENT DES ECARTS'ACQUISITION		**1 256**	**699**
Intérêts Minoritaires		22	(141)
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)		**1 234**	**840**
Résultat par action (en €uros)	4.6	1,07	0,73
Résultat dilué par action (en €uros)	4.6	1,07	0,72

Comptes annuels annexés
au rapport des commissaires aux comptes

Variation des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi à partir du résultat net des entreprises intégrées.

(En Milliers d'€uros)	Notes	31/12/2005	31/12/2004
Flux de trésorerie liés à l'activité			
Résultat net des sociétés consolidées		**1 256**	**699**
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
- Amortissements et provisions		976	1 504
- Variation des impôts différés		323	(85)
- Plus-values de cessions, nettes d'impôt		12	-
- Variation postes charges à répartir			78
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées		2 567	2 196
Variation du besoin en fonds de roulement de l'activité		120	122
Flux net de trésorerie généré par l'activité		**2 687**	**2 318**
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement			
Acquisition d'immobilisations		(800)	(1 199)
Cession d'immobilisations,		54	37
Incidence complément de prix sur acquisition			(614)
Incidence variation du périmètre		582	
Variation du besoin en fonds de roulement		(358)	515
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		**(522)**	**(1 261)**
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			-
Titres auto-contrôle			70
Augmentations de capital en numéraire, montant net			-
Avances conditionnées		72	-
Emissions d'emprunts		375	170
Remboursements d'emprunts		(999)	(1 489)
Variation comptes courants			-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		**(552)**	**(1 249)**
Variation de trésorerie		**1 613**	**(192)**
- Trésorerie d'ouverture		(925)	(733)
- Trésorerie de clôture		688	(925)
Variation de l'exercice		**1 613**	**(192)**

Comptes annuels annexés
au rapport des commissaires aux comptes

1- FAITS MARQUANTS

1-1 Faits caractéristiques de l'exercice

- La société BTMS a été déconsolidée à la date du 30 juin, suite à l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire de cette société. Les conséquences de cette liquidation, passif existant ou éventuel pour SERMA TECHNOLOGIES, ont été prises en compte dans les états financiers au 30/06/05. Afin de faciliter la comparaison du groupe avec les exercices suivants, le résultat de la société BTMS a été porté en résultat exceptionnel sur la ligne « Résultat sur société déconsolidée sur l'exercice ». Le compte de résultat est présenté dans l'annexe au point 4-4. Cette option n'avait pas été retenue lors de l'établissement des comptes intermédiaires du 30 juin 2005. Par ailleurs, la contribution de BTMS au résultat 2004 est présentée à la note 5.1.

- Cet exercice ouvert au 1er janvier 2005, intègre les changements de méthodes liés aux nouvelles règles sur les actifs, amortissements et dépréciations issues :

  - des règlements CRC 2002-10 et 2003-07 sur les amortissements et les dépréciations
  - des règlements CRC 2004-06 et 2005-09 relatifs à la définition, la comptabilisation et l'évaluation des actifs.

  La méthode retenue par la société pour appliquer ces nouvelles règles a été la méthode prospective dite méthode simplifiée. Cette méthode consiste à appliquer les nouvelles règles à compter du 1er Janvier 2005 aux valeurs nettes comptables figurant au bilan à cette date. Le passé n'est pas remis en cause. La société a appliqué cette méthode prospective pour l'ensemble des dispositions des règlements sur les actifs et les amortissements.

  Pour cet exercice les principaux impacts et incidences de la mise en œuvre de ces règlements ont été :

  - Arrêt de l'amortissement des frais de développement des procédés. Le maintien de cet amortissement aurait conduit la société à constater 123 K€ de dotation au titre de l'exercice 2005.
  - Arrêt de l'amortissement des fonds de commerce. Le maintien de cet amortissement aurait conduit la société à constater 31 K€ de dotation au titre de l'exercice 2005.
  - Durée d'utilisation du matériel et outillage, dont la valeur d'origine était supérieure à 50 K€, non complètement amorti au 31/12/2004 et pour les acquisitions supérieures à 20 K€, portée de 5 ans à 10 ans. Au titre de l'exercice 2005, l'amortissement selon la durée d'usage aurait amené le groupe à constater une dotation aux amortissements à hauteur de 170 K€.
  - Dans les filiales consolidées, la dotation aux amortissements de l'exercice liée aux fonds commerciaux assimilables à des parts de marché, a été reclassée sur la ligne « Amortissement des écarts d'acquisition ». Cette dotation de 35 K€ été constatée sur l'exercice précédent en diminution du résultat d'exploitation.

1-2 Evènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement significatif postérieur à la clôture ne mérite d'être signalé.

2- REGLES ET METHODES COMPTABLES

2-1 Principes comptables

Les comptes consolidés sont établis conformément aux principes comptables édictés par la loi n° 85-11 du 3 janvier 1985, de son décret d'application du 17 février 1986 et du règlement du CRC R 99-02 homologué par arrêté du 22 juin 1999.

Outre les points présentés en faits caractéristiques, les règles de présentation et les méthodes d'évaluation retenues sont identiques à celles de l'exercice précédent.

Le groupe SERMA TECHNOLOGIES, coté sur le marché « ALTERNEXT ». marché non réglementé, n'est pas concerné par le passage aux IFRS en 2005.

2-2 Périmètre et méthode de consolidation

Les comptes des sociétés dans lesquelles la société SERMA TECHNOLOGIES exerce un contrôle exclusif sont consolidés selon la méthode de l'intégration globale.

Le contrôle exclusif par une société résulte :

- soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans une autre entreprise ;
- soit du droit d'exercer une influence dominante sur une entreprise en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires.

Dans l'intégration globale, le bilan consolidé reprend les éléments du patrimoine de la société consolidante, à l'exception des titres des sociétés consolidées à la valeur comptable desquels est substitué l'ensemble des éléments actifs et passifs constitutifs des capitaux propres de ces sociétés déterminés selon les règles de consolidation.

Les comptes des entreprises sur lesquelles la société consolidante exerce une influence notable sont consolidés par mise en équivalence.

Les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation sont reprises dans le tableau ci-dessous :

Liste des sociétés	Siège social	% de contrôle	% intérêt	Siren	Méthode retenue
SERMA TECHNOLOGIES	30, Av. Gustave Eiffel 33 608 PESSAC	100	100	380 712 828 00058	Société mère
SERMA INGENIERIE	10 rue des Osiers 78 310 COIGNIERES	100	100	37845785700019	Intégration globale
ID-MOS	16 Cours du Général de Gaulle 33 170 GRADIGNAN	85	85	44032408500016	Intégration globale
BTMS SARL	1055, Av. Georges Pompidou 12 400 STE AFFRIQUE	50,07	50,07	384 645 099 00035	

2-3 Mouvements de périmètre

Sur l'exercice les mouvements de périmètre ont été :

- Déconsolidation de la société BTMS, cette opération dégage un résultat de déconsolidation de +18 K€ sur l'exercice. Le résultat lié à l'activité de l'exercice 2005 et le résultat de déconsolidation sont présentés dans la note 4.4 « Résultat exceptionnel ». Les principales incidences sur le bilan sont

  - Stock de marchandises - 1 192 K€
  - Dettes fournisseurs - 1 039 K€

2-4 Date de clôture des comptes

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels des sociétés consolidées au 31 décembre 2005

2-5 Conversion des états financiers en devises

Le Groupe ne comporte aucune société hors zone €uro.

2-6 Retraitements des comptes sociaux

Les comptes sociaux sont principalement retraités dans les domaines suivants :

- Retraitements préférentiels :

  - Les investissements financés au moyen de contrat de location-financement, sont comptabilisés à l'actif du bilan. La valeur résiduelle des investissements est inscrite au passif en dettes financières.

  - Les indemnités de départ à la retraite ont été valorisées et comptabilisées.

- Ecritures fiscales

  - Les amortissements dérogatoires sont éliminés.

  - Les subventions d'investissements sont reclassées en produits constatés d'avance.

- Opérations et résultats internes au groupe :

  - Les opérations internes au groupe (créances, dettes, ventes et achats réciproques) ont été éliminées pour la quote-part concernant le groupe.
  - Le résultat interne au groupe et provisions internes constituées sur les entreprises consolidées ont été éliminés.

- La fiscalité différée : l'impôt différé a été recalculé selon la méthode dite du report variable au taux de 33,33 %, pour les entreprises françaises.

2-7 Méthode d'évaluation

2-7.1 Ecarts d'acquisition

L'écart d'acquisition est la différence constatée lors de l'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation, entre le coût d'acquisition de ses titres et l'évaluation totale des actifs et des passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les écarts d'acquisition font l'objet d'un amortissement sur vingt ans.

2-7.2 Fonds commercial

Le fonds commercial représente les éléments incorporels acquis dans le cadre d'opérations de croissance externe.

Il s'analyse le plus souvent comme l'acquisition de nouveaux savoir-faire, d'une part de marché et de contrats commerciaux. Lorsque les contrats acquis peuvent faire l'objet d'une identification précise et qu'il existe un risque de non-renouvellement de ceux-ci, le fonds sous-jacent fait l'objet d'une dépréciation.

Les fonds commerciaux ne sont plus amortis depuis le 1 janvier 2005, exceptés ceux acquis lors d'un regroupement d'entreprise et ne pouvant être séparables des activités de l'entité ou ne résultant pas d'un droit légal ou contractuel. Dans ce cas ces fonds commerciaux font l'objet d'un amortissement sur vingt ans. La dotation assimilable à une dotation d'un écart d'acquisition, est comptabilisée sur la ligne « Amortissement des écarts d'acquisition ».

2-7.3 Frais de développement

Le groupe a opté pour la méthode préférentielle de comptabilisation des frais de développement à l'actif du bilan.

Dans tous les cas, les éléments activés résultent de projets clairement identifiés dont les coûts peuvent être nettement individualisés et affectés aux projets, ainsi que mesurés de façon fiable.

La faisabilité technique de ces projets a été démontrée et ces produits sont destinés à une utilisation ou une commercialisation ultérieure.

Ces projets ont fait l'objet d'études d'utilité ou de commercialisation et les ressources tant financières qu'humaines nécessaires à l'aboutissement du projet peuvent être mises en œuvre. Les avantages économiques futurs générés peuvent être estimés supérieurs aux coûts engagés.

2-7.4 Immobilisations corporelles

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à la valeur d'entrée dans le patrimoine, compte tenu des frais accessoires nécessaires à leur mise en état d'utilisation.

Les amortissements sont calculés sur la durée normale de vie des biens en mode linéaire par application de taux homogènes :

Nature	Durée
Concess., brevets, licences, logiciels,	1 à 5 ans
Matériel – outil	3 à 10 ans
Aménagements Agencements	5 à 10 ans
Matériel de bureau et informatique	3 à 5 ans
Mobilier de bureau	5 ans

Les durées d'amortissement retenues pour le retraitement des biens financés en contrat location-financement sont calculées selon les mêmes méthodes que les autres biens.

2-7.5 Immobilisations : Dépréciation

Des tests de dépréciation sur l'ensemble des actifs immobilisés et écarts d'acquisition sont réalisés à chaque année. Dès que la valeur réalisable devient inférieure à la valeur comptable nette, une provision pour dépréciation est réalisée.

2-7.6 Stocks

- Matières premières

  Les stocks de matières et consommables utilisés dans le cycle de production sont évalués selon la méthode du premier entré-premier sorti (FIFO).

- En cours de biens et de services

Des travaux en cours sont constatés à la clôture de l'exercice en fonction du nombre d'heures d'étude affectées au projet.

La valorisation est effectuée en affectant aux heures facturables le coût de la main d'œuvre directe et l'ensemble des frais indirects de production identifiables.

a) Contrats à long terme

Les contrats à long terme sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement lorsque les éléments suivants sont réunis :

- Le montant global du contrat peut être évalué de façon fiable ;
- Le pourcentage d'avancement du projet peut faire l'objet d'une évaluation lors de l'arrêté des comptes ;
- Les temps d'études et les coûts peuvent être identifiés de façon fiable.

Dans cette méthode, les produits correspondant au contrat sont pris en compte en fonction de l'avancement des études à la date de l'arrêté des comptes, mesuré en fonction des lots (ou sous-affaires) livrés à la clôture de l'exercice.
Aucune dépréciation directe n'est constatée sur les en-cours. Toutefois, une éventuelle évolution défavorable de la marge sur les lots restant à fournir est prise en compte dans la valorisation à la clôture.

b) Autres contrats

Les études de courte durée terminées et non encore facturées à la date de clôture de l'exercice, font l'objet d'une comptabilisation en « facture à établir » et le montant correspondant figure dans le poste client.
Les études non terminées à la date de clôture de l'exercice et dont la remise intervient au cours des premiers mois de l'exercice suivant la clôture des comptes, sont comptabilisées selon la méthode de l'achèvement.
Le produit est comptabilisé intégralement sur l'exercice d'achèvement de la prestation.
Une dépréciation est constituée si un dépassement du devis initial est identifié.

2-7.7 Créances

Les dettes et créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'un actif est inférieure à sa valeur comptable.

En particulier, pour l'appréciation de la valeur d'inventaire des postes clients, les soldes dus à la clôture dont l'objet d'un examen individuel et les provisions nécessaires sont constatées s'il apparaît un risque de recouvrement.

2-7.8 Autres valeurs mobilières

Les titres de placement sont valorisés à leur coût historique.

2-7.9 Provision pour risques et charges

Un passif est un élément du patrimoine ayant une valeur économique négative pour l'entité, c'est-à-dire une obligation de l'entité à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Si elle satisfait aux conditions de comptabilisation d'un passif, une provision est comptabilisée pour les risques et charges nettement précisées quant à leur objet et dont le montant ou l'échéance ne peuvent être fixés de façon précise. Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

Les provisions pour risques et charges sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date. Les provisions pour risques et charges sont rapportées en totalité au résultat quand les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2-7.10 Indemnité de départ à la retraite

Les engagements en matière d'indemnité de départ à la retraite sont conformes aux obligations légales et réglementaires en la matière en France et découlent de l'application du code du travail et de la convention collective de la Métallurgie applicable dans chaque établissement de l'entreprise.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

	Hypothèses 12/2005	Hypothèses 12/2004
Taux		
• Taux d'actualisation	5 %	5 %
• Taux d'inflation	2 %	2 %
• Taux de croissance des salaires	Entre 1 et 3%	Entre 1 et 3%
Age de Départ en retraite	65 ans	65 ans
Tables		
• Taux de mortalité	Table INSEE TD 88-90 / TV 88-90	Table INSEE TD 88-90 / TV 88-90

La Loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites prévoit, d'une part, l'allongement de la durée de cotisation des salariés pour obtenir une retraite à taux plein, et d'autre part, elle modifie les modalités de départ à la retraite.

- En cas de départ volontaire, la loi ne permet plus au salarié de partir avant l'âge de 60 ans sauf pour les salariés ayant commencé à travailler très jeunes et ayant une longue carrière et certaines personnes handicapées.

- En cas de mise à la retraite par l'employeur la nouvelle loi prévoit que l'employeur ne pourra plus mettre à la retraite un salarié avant l'âge de 65 ans, sauf dans le cadre d'un accord collectif et en contrepartie d'embauche ou de formation professionnelle, négociées avant le 1er janvier 2008 ou si le salarié bénéficie d'une convention de préretraite.

Pour évaluer le montant de l'engagement, le groupe SERMA TECHNOLOGIES a considéré l'hypothèse que les salariés seraient mis à la retraite à l'initiative de l'employeur, c'est-à-dire à l'âge de 65 ans.

Le groupe a opté pour la prise en résultat intégrale des écarts actuariels

2-7.11 Location-financement

Les contrats de location-financement, dont les conditions s'apparentent à un achat assorti d'un crédit, font l'objet des retraitements suivants dans les comptes consolidés :

- Enregistrement des biens concernés en immobilisations à l'actif,
- Comptabilisation en contrepartie des emprunts correspondants au passif,
- Annulation des redevances enregistrées en charges d'exploitation et comptabilisation des charges financières afférentes aux emprunts,
- Constatation des amortissements des immobilisations conformément aux méthodes du Groupe.

2-7.12 Subventions publiques

Les subventions publiques font l'objet d'une comptabilisation en compte de résultat que lorsqu'il existe une assurance raisonnable que :

- l'entreprise pourra se conformer aux conditions d'octroi des subventions ;
- les subventions sont perçues.

Les subventions d'équipement sont présentées au bilan en comptabilisant la subvention comme un produit constaté d'avance.

Dans le cadre d'un plan d'aide pluriannuel, du fait de la difficulté d'affecter les subventions reçues à une immobilisation précise, par simplification et du fait de l'amortissement rapide des biens financés, l'inscription en produit de ces subventions s'effectue prorata temporis sur 36 mois.

Les subventions publiques allouées pour apporter un support financier immédiat à l'entreprise sans contrepartie ultérieure, sont rapportées au résultat de l'exercice où elles sont considérées comme acquises.

2-7.13 Impôts différés

Le calcul de l'imposition différée est réalisé selon la méthode du report variable pour les différences temporaires existant entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et des passifs figurant au bilan.

En période de déficit fiscal, des actifs nets d'impôts différés sont maintenus au bilan consolidé que si les prévisions de l'entreprise mettent en évidence un retour proche aux bénéfices.

2-7.14 Résultat exceptionnel

Les éléments comptabilisés dans le résultat exceptionnel ont été réalisés selon les modalités définies dans le plan comptable général français (CRC 99-03).

2-7.15 Résultat par action

Le calcul du résultat par action est réalisé en tenant compte du nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice compte tenu des dates d'émission des nouveaux titres de capital en cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en tenant compte de l'ensemble des instruments financiers potentiellement dilutifs à compter soit de l'ouverture de l'exercice soit de leur date d'émission lorsqu'elle intervient au cours de l'exercice.

Comptes annuels annexés
au rapport des commissaires aux comptes

3 INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

3-1 ACTIF IMMOBILISE

3.1.1 Ecart d'acquisition

Les variations des écarts d'acquisition s'analysent ainsi pour l'exercice :

(en milliers d'€uros)	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
31 décembre N-1	1 792	248	1 544	1 178
Augmentations				
Diminutions				-52
Variations de périmètre				513
Amortissements		95	-95	-95
31 décembre N	**1 792**	**343**	**1 449**	**1 544**

Les écarts d'acquisition concernent les sociétés :

(en milliers d'€uros)	**31/12/2005**	**31/12/2004**
- SERMA INGENIERIE	1 228	1 228
- ID-MOS	564	564
	1 792	**1 792**

Les variations de l'exercice concernent les entreprises :

(en milliers d'€uros)	**2005**	**2004**
- SERMA INGENIERIE		- 52
- ID-MOS		513
	-	**403**

Comptes annuels annexés
au rapport des commissaires aux comptes

3.1.2 Immobilisations incorporelles

Les variations de ce poste s'analysent ainsi sur l'exercice :

(en milliers d'€uros)	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Frais d'établissement				
Frais de développement	200	10	190	
Concessions, brevets, licences	2 095	1 771	324	397
Droit au bail				
Fonds de commerce	1 341	397	944	980
Autres immobilisations incorporelles	85	8	77	26
Avances et acomptes s/ immo incorp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	**3 721**	**2 186**	**1 535**	**1 403**

(en milliers d'€uros)	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
31 décembre N-1	3 416	2 013	1 403	1 620
Augmentations	307	179	128	(217)
Diminutions				
Variations de périmètre et écarts de change	(2)	(6)	4	
31 décembre N	**3 721**	**2 186**	**1 535**	**1 403**

Comptes annuels annexés
au rapport des commissaires aux comptes

a) Frais de développement

Ce poste enregistre les coûts de développement se rapportant à deux projets nettement individualisés, ayant de sérieuses chances de réussite technique et de rentabilité commerciale. L'ensemble des critères défini par le règlement CRC2004-06 est respecté à la clôture de l'exercice pour comptabiliser ces dépenses à l'actif du bilan.

b) Concession brevet licences

Ce poste comptabilise les logiciels acquis mais aussi des procédés mis au point par la société. Ces logiciels font l'objet d'un amortissement sur 3 ans.

Le poste "logiciels" comprend essentiellement des logiciels acquis pour l'utilisation des instruments de mesure et des bancs-test.

c) Fonds commercial

En 1994, la Société SERMA TECHNOLOGIES a acquis auprès de la Société IC Europe un fonds de commerce représentant les savoir-faire constitutifs de son expertise.

En 1995, la Société SERMA TECHNOLOGIES a racheté les activités d'analyse de composants du site de PESSAC de la Société IBM France. Ce rachat s'est accompagné de la reprise d'équipements importants et d'un transfert de personnel. Les contrats représentant l'essentiel du fonds de commerce acquis à cette occasion sont identifiables.

En février 1998, la Société SERMA TECHNOLOGIES a racheté les activités de test de composants électroniques de la Société ROOD TECHNOLOGY.

Cette reprise s'est traduite par :
- Le transfert de 5 salariés,
- le rachat du matériel de test,
- le rachat du fonds de commerce associé.

En Juillet 2004, La société SERMA TECHNOLOGIES a racheté pour un montant de 50 k€ la branche d'activité « d'Ingénierie et tests électriques sur composants électroniques » à la société Laboratoires Central des Industries Electriques « LCIE ».

Au 30 juin 2000, la Société SERMA TECHNOLOGIES a pris le contrôle des sociétés du groupe SERESO (devenu SERMA INGENIERIE). A l'actif de la société SERESO ELECTRONIQUE, figure un fonds d'industrie issu de la réévaluation dans le cadre des opérations d'apport partiel d'actif de l'année 1994.

En 2002, le fonds de commerce ID MOS correspond à la valeur acquise par cette société auprès du Tribunal de Commerce de Bordeaux.

Ces deux derniers fonds sont assimilés à des écarts d'acquisition et amortis dans les comptes consolidés.

La valeur nette de chacun de ces fonds de commerce s'établit à :

(en milliers d'€uros)	31/12/2005 V.O.	Amorit.	V.Nettes	31/12/2004 V. nettes
Fusion IC Europe	381	153	228	248
Rachat partiel IBM	182	73	110	119
Rachat ROOD TECHNOLOGY	8	3	5	5
Rachat Ingénierie et test électriques « LCIE »	50	4	46	49
Fonds de commerce SERESO	701	193	508	543
Fonds de commerce ID-MOS	18	3	15	16
Total	**1 341**	**429**	**912**	**980**

d) Autres immobilisations incorporelles et acomptes et avances sur immobilisations incorporelles

Ce poste enregistre les éléments suivants :

(en milliers d'€uros)	31/12/2005	31/12/2004
- Banc de tests	77	26
- Autre	8	8
TOTAL	85	34

3.1.3 Immobilisations corporelles

Les variations liées à ce poste s'analysent ainsi :

(en milliers d'€uros)	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Terrains				
Constructions	558	543	15	23
Installations tech, mat et outillages ind.	6 728	5 043	1 685	1 542
Autres immobilisations corporelles	2 201	1 646	555	637
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes s/ immo corp.				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**9 487**	**7 232**	**2 255**	**2 202**

(en milliers d'€uros)	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
31 décembre N-1	9 736	7 534	2 202	1 962
Augmentations	935	737	198	255
Diminutions	(994)	(911)	(83)	(15)
Variations de périmètre et écarts de change	(190)	(128)	(62)	
31 décembre N	**9 487**	**7 232**	**2 255**	**2 202**

3.1.4 Immobilisations financières

Les variations de l'exercice s'analysent ainsi :

(en milliers d'€uros)	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Titres de participations				
Créances ratt. à des participations conso.				
Créances ratt. à des participations non conso.				
Autres titres immobilisés	40		40	
Prêts				
Autres immobilisations financières	153		153	183
TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	**193**		**193**	**183**

(en milliers d'€uros)	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
31 décembre N-1	183		183	138
Augmentations	38		38	67
Diminutions				(22)
Variations de périmètre et écarts de change	(28)		(28)	
31 décembre N	**193**		**193**	**183**

- *Autres immobilisations financières*

(en milliers d'€uros)	**31/12/2005**	**31/12/2004**
- Titres BFCC et CMGM	10	4
- 4% des titres de la SAS SETELIA (1)	2	
- Obligations convertibles en actions SETELIA (1)	28	
- Dépôt et cautionnement	153	179
Total	**193**	**183**

(1) En l'absence d'un contrôle et d'une influence notable, cette société n'est pas consolidée. La fraction du capital détenu est de 4%. Le montant des capitaux propres et le résultat de l'exercice s'élèvent à 135 K€

Les dépôts et cautionnements représentent les loyers versés à titre de dépôt de garantie aux bailleurs des différents sites d'exploitation.

Toutes les échéances sur le poste autres immobilisations financières sont à plus d'un an.

3.1.5 Contrat location financement

Les biens financés par un contrat location financement inclus dans les postes de l'actif immobilisé s'analysent ainsi :

(en milliers d'€uros)	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
Logiciel	251	203	48	79
Installations tech, mat et outillages ind.	862	552	310	15
Autres immobilisations corporelles	672	361	311	356
Total Immobilisations financées en crédit-bail	**1 785**	**1 116**	**669**	**450**

(en milliers d'€uros)	Valeurs Brutes	Amortissements	Valeurs Nettes	Valeurs Nettes N-1
31 décembre N-1	1 542	1 092	450	457
Augmentations	477	243	234	(3)
Diminutions	(168)	(161)	(7)	(4)
Variations de périmètre et écarts de change	(66)	(58)	(8)	
31 décembre N	**1 785**	**1 116**	**669**	**450**

3.2 Stocks et encours

Les stocks de matières premières et d'approvisionnement sont constitués de consommables nécessaires aux opérations de test sur les différents sites de production.

Les travaux en cours sont constitués par les temps passés sur les commandes d'études faites par la clientèle non encore terminées à la date de l'arrêté des comptes.

3.3. Clients et comptes rattachés et autres créances

Toutes les créances sont à moins d'un an, sauf pour un montant de 168 K€ au titre de l'exercice et de 158 K€ pour l'exercice précédent.

3.4. Actif d'impôts différés

L'impôt différé comptabilisé à l'actif provient des sociétés suivantes :

(en milliers d'€uros)	31/12/2005	31/12/2004
- SERMA TECHNOLOGIES	200	510
- SERMA INGENIERIE	42	54
- BTMS	0	0
- ID MOS	3	4
	245	**568**

L'activité de la société Serma Technologies devenant bénéficiaire, cela a conduit à reprendre dans le résultat de l'exercice la créance d'impôt différé non activé sur les exercices passés, soit un montant de 110 K€.

La ventilation par catégorie des composantes bilantielles de l'imposition différée comptabilisées est la suivante :

(en milliers d'€uros)	31/12/2005	31/12/2004	Variation bilantielle
- Différence résultat fiscal- résultat comptable	37	33	4
- Retraitement de consolidation	7	98	(91)
- Déficits et amortissements réputés différés	201	437	(236)
TOTAL	**245**	**568**	**(323)**

3.5. Valeurs mobilières de placement

La gestion de la trésorerie de la société SERMA TECHNOLOGIES est faite dans une optique de prudence auprès d'organismes de placement collectifs en valeurs mobilières opérant sur le marché monétaire. L'entreprise n'est donc pas exposée aux risques de marché sur le capital placé. Seul le rendement obtenu des excédents de trésorerie placés est exposé au risque de taux.

La valorisation de ce poste au cours du 31 décembre nous donne :

Valeurs mobilières de placement	31/12/2005	31/12/2004
- Valeur au bilan	1 200	353
- Plus value latente	0	0
- Valeur de marché	1 200	353

3.6. Disponibilités

Ce poste enregistre les opérations suivantes :

	31/12/2005	31/12/2004
- Comptes à vue	161	270
- Comptes à terme	-	-
- Total	161	270

3.7. Charges constatées d'avance

Ce poste enregistre uniquement des charges constatées d'avance relatives à l'exploitation.

3.8. Etat des échéances des créances

	Montant	A moins d'un an	A plus d'un an et moins de 5 ans	A plus de cinq ans
Actif immobilisé				
Autres immobilisations financières	153			153
Actif circulant				
Avances et acomptes sur commandes	104	104		
Clients et comptes rattachés	11 795	11 627	168	-
Actifs d'impôts différés	245	245		
Autres créances	902	866	36	-
Charges constatées d'avance	280	280	-	-
TOTAL au 31 décembre 2005	**13 479**	**13 122**	**204**	**153**
TOTAL au 31 décembre 2004	**13 038**	**12 243**	**612**	**183**

3.9. Capitaux propres & Actionnariat des salariés

3.9.1. Variation des capitaux propres consolidés

(en milliers d'€uros)	Capital	Prime	Actions propres	Réserves consolidées	Résultat	Subvention d'investiss.	Total des capitaux propres consol.
Montant au 31 Décembre 2003	**2 301**	**4 388**	**(71)**	**398**	**(591)**		**6 425**
Affectation des résultats				(591)	591		0
Actions propres			71	(20)			51
Résultat consolidé de l'exercice					840		840
Montant au 31 Décembre 2004	**2 301**	**4 388**	**0**	**(213)**	**840**		**7 316**
Affectation des résultats				840	(840)		0
Actions propres							0
Résultat consolidé de l'exercice					1 234		1 234
Montant au 31 Décembre 2005	**2 301**	**4 388**	**0**	**628**	**1 234**		**8 151**

Comptes annuels annexés
au rapport des commissaires aux comptes

3.9.2. Actionnariat des salariés

L'assemblée générale mixte du 27 juillet 2000 dans sa neuvième résolution a autorisé le directoire à consentir au profit des dirigeants et des salariés des options donnant droit à la souscription d'actions à émettre pour un nombre maximal de 8 200 options, les caractéristiques des plans de souscription d'actions consentis en application de ces dispositions sont les suivantes :

	1ère tranche	2ème tranche
Date de l'assemblée	27 juillet 2000	27 juillet 2000
Date du directoire	11 septembre 2000	22 janvier 2001
Caractéristiques d'origine		
Nombre d'action pouvant être souscrites	4 400	3 800
Prix de souscription	32 €	32,24 €
Caractéristiques après division du nominal		
Nombre d'actions pouvant être souscrites	8 800	7 600
Prix de souscription	16 €	16,12 €
Nombre d'actions pouvant être souscrites par les dirigeants	*400*	-
Point de départ de l'exercice des options	12 septembre 2003	23 janvier2004
Date d'expiration	11 septembre 2005	22 janvier 2006
Nombre d'actions souscrites	0	0

3.9.3. Intérêts minoritaires

La variation des intérêts minoritaires s'analyse :

(en milliers d'€uros)	**31/12/2005**	**31/12/2004**
- Montant au début de l'exercice	119	393
- Variation périmètre	10	(133)
- Résultat de l'exercice	22	(141)
Montant à la clôture de l'exercice	**151**	**119**

3.10. Avances conditionnées

Il s'agit d'une avance de trésorerie consentie pour un montant total de 103 K€ par la Direction Régionale de l'Industrie de la Recherche et de l'Environnement Aquitaine en faveur du projet de développement de l'entreprise. Cette avance, dont le solde a été reçue en 2005 pour 72 K€, est remboursable en 4 annuités représentant chacune 25% du total et les paiements devront intervenir avant le 1er juillet des années 2008, 2009, 2010 et 2011.

3.11. Provision pour risques et charges

Ce poste enregistre les risques et charges suivants :

(en milliers d'€uros)	Ouverture de l'exercice	Dotation de l'exercice	Montant utilisé sur l'exercice	Reprise de non utilisée	Variation du périmètre	Clôture de l'exercice
Provisions pour risques						
- Prud'homme et autres litiges	39	25	(10)			54
- Pénalités	20		(10)		(4)	6
Provisions pour charges						
- Provisions pour charges	10	11	(14)			7
- Engagement de retraites	266	43	(60)		(3)	246
Passif d'impôt différé	-					-
Total	**335**	**79**	**(94)**		**(7)**	**313**

L'impact net sur le résultat des provisions pour risques et charges s'analyse de la façon suivante :

	Dotation	Utilisation	Reprise non utilisée	Total
Résultat d'exploitation	54	(94)		(40)
Résultat financier				
Résultat exceptionnel	25			25
Total	79	(94)		(15)

L'évolution de l'obligation en matière d'engagements de retraites, s'analyse ainsi sur l'exercice :

Engagement à l'ouverture	266
Changement d'estimation	(39)
Cout des services rendus	16
Cout financier	11
Variation de périmètre	(3)
gains et pertes actuariels	(5)
Engagement à la clôture	246

3.12. Emprunts, dettes auprès des établissements de crédits et dettes financières diverses

Ce poste s'analyse ainsi :

(en milliers d'€uros)	31/12/2005	31/12/2004
- Emprunts	1 465	1 833
Dont ICNE	*6*	*8*
- Contrat location-financement	615	438
- Compte courant bancaire	673	1 548
	2 753	**3 819**

La variation de ce poste s'analyse ainsi :

(en milliers d'€uros)	Au 31/12/2004	Augmentation	Remboursement	Variation du périmètre	Au 31/12/2005
- Emprunt	1 833	375	(710)	(33)	1 465
- Contrat location financement	438	477	(290)	(10)	615
- Concours bancaires	1 548		(293)	(582)	673
- Comptes courants	0				0
Total	**3 819**	**852**	**(1 293)**	**(625)**	**2 753**

Les emprunts ont été souscrits dans le cadre des programmes d'investissement de la société dont certains font l'objet de garanties réelles sur les investissements financés.

L'échéance de ces dettes se répartit ainsi :

(en milliers d'€uros)	31/12/2005	31/12/2004
- A moins d'un an	1 468	2 515
- Plus d'un an, moins de cinq ans	1 285	1 304
- Plus de cinq ans		
	2 753	**3 819**

L'ensemble de l'endettement du groupe SERMA TECHNOLOGIES est libellé en €uros.
Ce poste s'analyse par taux :

(en milliers d'€uros)	31/12/2005	31/12/2004
- Taux fixe de 3,3 % à 6,5 %	2 050	2 099
- Taux variable Euribor à trois mois ou Codevi	703	1 720
	3 819	**3 819**

3.13. Echéances des dettes autres que emprunts et dettes auprès des établissements de crédits et dettes financières diverses

	Montant	A moins d'un an	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Avances, acomptes reçus sur commandes	52	52		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 291	3 291		
Dettes fiscales et sociales	5 364	5 364		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	248	248		
Autres dettes	272	272		
Produits constatés d'avance	249	249		
TOTAL au 31 décembre 2005	**9 476**	**9 476**		
TOTAL au 31 décembre 2004	**10 017**	**9 906**	**111**	

3.14. Comptes de régularisation passif

Les postes produits constatés d'avance rattachés à l'exploitation s'élèvent à 236 K€ contre 272 K€ sur l'exercice précédent.

Le montant des subventions d'investissement est de 13 K€ contre 33 K€ sur l'exercice précédent.

	31/12/2005	31/12/2004
- Produits constatés d'avance rattachés à l'exploitation	236	272
- Subventions d'investissement	13	33
TOTAL	**249**	**305**

4 INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT

4.1 Chiffre d'affaires

La ventilation géographique du chiffre d'affaires s'analyse ainsi :

Analyse du chiffre d'affaires	2005	2004
- France	29 087	26 974
- Zone euro hors France	1 569	1 697
- Hors zone euro	922	974
Total	**31 578**	**29 645**

4.2. Frais de personnel

Le poste "Salaires et traitements" inclut la participation des salariés aux fruits de l'expansion pour un montant de 149 K€ sur l'exercice et de 68 K€ sur l'exercice précédent.

4.3. Frais de recherche

En 2005, Le groupe SERMA TECHNOLOGIES a comptabilisé 708 K€ en frais de recherche contre 161 K€ sur l'exercice précédent.

Les coûts engagés ont été comptabilisés dans le compte de résultat.

4.4. Résultat exceptionnel

Ce résultat s'analyse :

(en milliers d'€uros)	31/12/2005	31/12/2004
- Indemnités de licenciement		(148)
- Litiges commerciaux	(60)	-
- Autres	6	139
- Résultat sur cession d'immobilisations	(20)	8
- Subvention d'investissement	20	43
- Résultat sur société déconsolidée « BTMS »	(92)	43
Résultat exceptionnel (1)	**146**	**42**
(1) dont montant relatif aux intérêts minoritaires.	*0*	*26*

Le compte de résultat au 30 juin, date de la déconsolidation de la société BTMS se présente ainsi :

	Comptes au 30 juin 2005
1) Chiffre d'affaires	336
2) Autres produits d'exploitation	10
3) Achats consommés	245
4) Charges de personnel	134
5) Autres charges d'exploitation	50
6) Impôts et taxes	6
7) Dotations amortiss. et provisions	4
I - RESULTAT D'EXPLOITATION	**-93**
1) Résultat sur opérations en commun	
2) Produits financiers	
3) Charges financières	-16
4) Compte de liaison - Financier	
II - RESULTAT FINANCIER	**-16**
III - RESULT.COURANT SOC.INT.	**-110**
1) Produits exceptionnels (résultat de déconsolidation)	18
2) Charges exceptionnelles	
IV - RESULTAT EXCEPTIONNEL	**17**
Impôts sur les bénéfices	
V - RESULTAT NET SOC.INT.	**-92**

Comptes annuels annexés
au rapport des commissaires aux comptes

4.5. Impôt sur les bénéfices

L'écart entre la charge d'impôt théorique et l'impôt comptabilisé s'analyse :

(en milliers d'€uros)	31/12/2005	31/12/2004
- Résultat des sociétés intégrées	1 256	699
- Impôt sur les bénéfices	421	122
- Résultat des sociétés intégrées avant impôt	1 677	821
- Impôt théorique au taux de droit commun	559	282
- Différences permanentes	55	(177)
- Différence de taux d'imposition	(10)	23
- Utilisation de déficits non comptabilisés	(110)	-
- Impôt forfaitaire annuel		30
- Crédit d'impôts	(73)	(36)
- Impôt sur les bénéfices comptabilisé	**421**	**122**

La ventilation de la charge de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel s'analyse :

	31/12/2005			31/12/2004		
(en milliers d'€uros)	**Brut**	**Impôt**	**Net**	**Brut**	**Impôt**	**Net**
Résultat courant	1 954	(470)	1 484	875	(66)	809
Résultat exceptionnel	(146)	49	(97)	42	(56)	(14)
Amortis. écart d'acquisition	(131)		(131)	(96)	-	(96)
Résultat des sociétés intégrées	**1 677**	**421**	**1 256**	**821**	**(122)**	**699**

4.6. Résultat par action

	ACTIONS	
	31/12/2005	**31/12/2004**
- Nombre de titres au début de l'exercice	1 150 536	1 150 536
- Titres créés au cours de l'exercice	-	-
- Titres remboursés au cours de l'exercice		
- Titres remembrés au cours de l'exercice		
- Nombre de titres en fin d'exercice	1 150 536	1 150 536
- Nombre d'actions pondéré	1 150 536	1 150 536
- Valeur nominale en euros	2	2
Montant du capital en K€	**2 301**	**2 301**

Résultat net par action

(en €uros)	31/12/2005	31/12/2004
- Nombre de titres avant dilution	1 150 536	1 150 536
- Résultat courant par action	1,70	0,76
- Résultat net par action	1,07	0,73
- Nombre de titres après dilution (1)	1 150 536	1 166 936
- Résultat courant par action	1,70	0,75
- Résultat net par action	1,07	0,72

(1) Compte tenu qu'aucune des actions n'a été souscrite à l'échéance des tranches 1 et 2 des plans de souscription d'actions, le résultat par action a été calculé sur la base du nombre de titres composant le capital de la société Serma Technologies.

5 INFORMATIONS SECTORIELLES

5.1 Activité

L'exercice 2004 regroupait des activités de services et de négoce. Pour l'année 2005, le groupe réalise uniquement une activité de « services ». Afin d'assurer une comparaison, l'année 2004 a été retraitée de l'activité exercée par la société BTMS.

	2004			2005	
	Groupe	BTMS	"Service"	"Service"	
Chiffre d'affaires (CA)	29 644	2 324	27 320	31 578	
Résultat d'exploitation (REX)	1 086	-222	1 308	2 111	
% REX/CA	*3,66%*	*-8,24%*	*4,85%*	*6,69%*	
Résultat financier (RFI)	-210	-71	-139	-158	
% RFI/CA	*-0,71%*	*-2,64%*	*-0,52%*	*-0,50%*	
Résultat Courant (RC)	876	-293	1 169	1 953	
% RC/CA	*2,96%*	*-10,88%*	*4,34%*	*6,18%*	
Résultat Exceptionnel (REXC)	42	54	-12	-146	(1)
% REXC/CA	*0,14%*	*2,01%*	*-0,04%*	*-0,46%*	
Impôts sur les bénéfices (IS)	-123	-9	-114	-420	
% IS/CA	*-0,41%*	*-0,33%*	*-0,42%*	*-1,33%*	
Résultat net avant écart d'acquisition (RNET)	795	-248	1 043	1 387	
% RNET/CA	*2,68%*	*-9,21%*	*3,87%*	*4,39%*	
Amortissement écart d'acquisition	-95		-95	-131	
RESULTAT NET	700	-248	948	1 256	

(1) Dont -92 K€ BTMS

De plus, l'activité « services » peut être analysée par entité juridique. Chaque entité reflète une activité homogène de « services ».

2005	Serma Technologies	Serma Ingénierie	IdMOS	Total Consolidé
Chiffre d'affaires	14 999	13 525	3 054	31 578
Résultat d'exploitation	1 409	484	218	2 111
Total des actifs Immobilisés	2 435	2 334	663	5 432

2004	Serma Technologies	Serma Ingénierie	IdMOS	Total Consolidé
Chiffre d'affaires	11 557	13 011	2 752	27 320
Résultat d'exploitation	643	409	256	1 308
Total des actifs Immobilisés	2 400	2 188	652	5 240

5.2. Géographique

L'ensemble des sièges sociaux des entreprises du groupe sont situés en France.

6 AUTRES INFORMATIONS

6.1 Engagements hors bilan

Les engagements hors bilan sont :	31/12/2005	31/12/2004
Engagements sociaux		
- nombre d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis ouverts au titre du DIF	4319 h	
- dont heures ayant donné lieu à demande.	20 h	

Les engagements hors bilan sont : *(en milliers d'€uros)*	31/12/2005	31/12/2004
Engagements financiers		
- Nantissement sur matériels et outillages	658	1 062
- Nantissement sur fonds de commerce	2 318	2 318
- Intérêts non échus sur emprunts	109	171
- Effets escomptes non échus	483	199
- Affacturage	691	182
- Caution garantissant des prêts souscrits	680	365
- Caution pour les quatre sociétés industrielles travaillant avec la société ID MOS :	142	128
• X_FAB semiconductor foundries AG		
• Circuit Electronic Industries Public Co.Ltd		
• CSEE		
Engagements financiers	**3 001**	**4 425**

Promesse d'achat d'actions

De plus, la société SERMA TECHNOLOGIES a pris l'engagement d'acquérir auprès des fondateurs de la société ID-MOS 35 % des actions de cette dernière. Les conditions de cet engagement ont été modifiées par avenant et sont désormais les suivantes :

- Achat de 25 % des titres pour un montant total de 663 K€ selon l'échéancier suivant :
  - 15/09/04 : 833 action pour 111 K€
  - 20/12/04 : 833 action pour 111 K€
  - 30/04/05 : 833 actions pour 111 K€
  - 31/08/05 : 833 actions pour 111 K€
  - 20/12/05 : 833 actions pour 111 K€
  - 30/04/06 : 833 actions pour 111 K€

  Ces montants sont comptabilisés dans les comptes consolidés

Dans le cas où SERMA TECHNOLOGIES viendrait à ne pas payer une échéance, SERMA TECHNOLOGIES promet de vendre aux actionnaires minoritaires fondateurs s'ils le demandent, ou à tout autre acquéreur désigné par eux-mêmes, la totalité des actions qu'elle détient pour un prix égal à 85 % de son prix d'acquisition.

- Achat des 10 % en avril 2006 sur la base des résultats 2004 si :

  - La première partie des cessions (25%) est terminée, et
  - Si le règlement de ces 10% peut être effectué immédiatement,

  Sinon, elle sera reportée en juillet 2006, et sa valorisation sera faite par référence aux résultats 2005.

Comptes annuels annexés
au rapport des commissaires aux comptes

6.2. Effectif moyen

L'effectif moyen s'analyse :

(en milliers d'€uros)	31/12/2005	31/12/2004
- Cadres	187	179
- Techniciens	115	92
- Employés opérateurs et ouvriers qualifiés	15	50
	317	**321**

6.3. Rémunération des dirigeants

Le montant des rémunérations des organes de direction des sociétés du groupe s'élève à 75 K€ contre 70 K€ sur l'exercice antérieur.

Les jetons de présence s'élèvent au titre de l'exercice à 21 K€

6.4. Exposition aux risques de change

Depuis le 1er janvier 1999, le groupe opérant principalement dans la zone "€uro" n'est exposé que marginalement aux risques de change.

6.5. Exposition aux risques environnementaux

Compte tenu de la nature même de ses activités, le groupe n'est pas confronté à des risques environnementaux.

6.6. Opérations avec les parties liées

Les opérations avec les entreprises liées, mais avec lesquelles la société n'a pas de liens en participations, sont :

➢ *Opérations conclues avec la société SPL*

1. La société SERMA TECHNOLOGIES a conclu avec la société SPL une convention d'assistance technique, administrative et commerciale. A ce titre, la société SPL a facturé au cours de l'exercice un montant de 156 K€ contre 137 K€ sur l'exercice antérieur.
2. La société SERMA TECHNOLOGIES a conclu, en janvier 2004, avec la société SPL, une convention d'accompagnement des sociétés du groupe SERMA TECHNOLOGIES dans leur développement en France et à l'étranger. Cette convention a pris fin début de l'année 2005. Les commissions facturables par SPL à SERMA TECHNOLOGIES ont été de 22 K€ au titre de l'exercice 2005. Le montant de la prestation facturée en 2004 au titre de cette convention a été de 90K€.

3. Un bail commercial de sous-location à la société SERMA TECHNOLOGIES des locaux commerciaux de la société SPL situés 6, rue d'Antin à Paris (2ème). Ce bail, signé le 12 janvier 1998 a été conclu pour un loyer annuel de 18 K€ auquel s'ajoutent des charges locatives provisionnées pour 2 K€ par trimestre.

Les opérations de l'exercice sont les suivantes :

- Loyer et charges facturés au cours de l'exercice : 25 K€ contre 40 K€ en 2004
- Dépôt de garantie versé : 4 K€

➢ *Opérations conclues avec la société SCI EIFFEL*

1. Bail commercial des locaux d'exploitation de la société SERMA TECHNOLOGIES situés 30, Avenue Gustave Eiffel à Pessac. Ce bail, signé le 6 mai 1996 avec la SCI EIFFEL, a été modifié par un avenant en date du 15 décembre 1998.

Les opérations de l'exercice sont les suivantes :

- Loyer facturé au cours de l'exercice : 221 K€ contre 216 K€ en N-1
- Charges facturées au cours de l'exercice : 69 K€ contre 66 K€ en N-1
- Dépôt de garantie versé : 91 K€

2. Une avance de trésorerie a été consentie en 2003 par SERMA TECHNOLOGIES pour un montant de 70 K€. Cette avance a pour but de permettre à la SCI Eiffel d'effectuer des travaux d'entretien des locaux. Cette avance est toujours à l'actif du bilan au 31/12/2005 mais pour un montant de 41 K€.

6.7. Comptes proforma

Sur l'exercice, la société BTMS a été déconsolidée. Des comptes proforma sont présentés au point 5.5 de la présente annexe.

Comptes annuels annexés
au rapport des commissaires aux comptes

-- * --